



Mission régionale d'autorité environnementale

BRETAGNE

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne,
après examen au cas par cas,
sur la révision du zonage d'assainissement des eaux pluviales
d'ARGENTRÉ-DU-PLESSIS (35)**

N° : 2019-007220

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne ;

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son article 5 alinéa 2 et son annexe II ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-10 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17-II et R. 122-18 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 19 décembre 2016, du 16 octobre 2017, du 17 avril 2018, du 30 avril 2019 et du 7 mai 2019 portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne ;

Vu la décision prise par la Mission régionale d'autorité environnementale dans sa réunion du 6 juin 2019 portant exercice des délégations prévues à l'article 15 de l'arrêté du 12 mai 2016 susvisé pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n° 2019-007220 relative à la révision du zonage d'assainissement des eaux pluviales d'Argentré-du-Plessis (35), reçue de la commune d'Argentré-du-Plessis le 11 juin 2019 ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 14 juin 2019 ;

Considérant que les critères fixés à l'annexe II de la directive n° 2001/42/CE, dont il doit être tenu compte pour déterminer si les plans et programmes sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, portent sur leurs caractéristiques, celles de leurs incidences et les caractéristiques de la zone susceptible d'être touchée ;

Considérant la nature du projet qui consiste à définir :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ;

Considérant les caractéristiques d'Argentré-du-Plessis et des zones susceptibles d'être touchées en particulier :

- commune de 4 344 habitants en 2016, s'étendant sur près de 4 146 hectares, membre de la communauté d'agglomération Vitré Communauté ;
- située dans les périmètres du schéma de cohérence territoriale du Pays de Vitré et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Vilaine portant des enjeux qualitatifs forts ;
- territoire communal concerné principalement par la masse d'eau réceptrice de la Valière et ses affluents depuis la retenue jusqu'à la confluence avec la Vilaine, d'état global moyen, et pour partie par la Seiche amont, d'état médiocre, au sud-est ;
- disposant d'un réseau de collecte des eaux usées de type séparatif ;
- zone agglomérée ayant pour exutoire pluvial le ruisseau du Hill, affluent de la Valière qui s'écoule dans le centre-ville ;

Considérant que la révision du zonage d'assainissement des eaux pluviales s'inscrit dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, prévoyant l'ouverture à l'urbanisation de 10 hectares à destination de l'habitat et de 13 hectares à destination des activités ;

Considérant la localisation des nouvelles zones à urbaniser, soit sur des terrains de faibles pentes, soit en bas de bassin versant et leur surface suffisamment importante pour permettre une gestion globale de l'écoulement et l'infiltration des eaux pluviales ;

Considérant que le projet de zonage fait suite à la réalisation d'un schéma directeur des eaux pluviales (avril 2019), ayant relevé un fonctionnement satisfaisant du réseau de collecte, et prévoit la prise en compte des zones nouvellement ouvertes à l'urbanisation ;

Considérant que la masse d'eau de la Valière depuis la retenue jusqu'à la confluence avec la Vilaine, malgré un état global moyen, présente un bon état physico-chimique, en particulier sur les paramètres phosphate et phosphore total ;

Considérant que les incidences potentielles du zonage sont limitées, du fait :

- des caractéristiques, surfaciques et topographiques, favorables des secteurs ouverts à l'urbanisation ;
- des dispositions du zonage pluvial prévoyant l'utilisation prioritaire de l'infiltration pour la gestion des eaux pluviales, si le sol le permet ;
- de la mise en place d'une zone inconstructible de 10 mètres vis-à-vis des cours d'eau ;
- de la localisation des exutoires pluviaux en différents points du ruisseau du Hill, permettant de ménager les capacités auto-épuratrices du cours d'eau ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, la révision du zonage d'assainissement des eaux pluviales d'Argentré-du-Plessis (35) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de la directive n° 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

Décide :

Article 1^{er}

En application des dispositions du livre I^{er}, livre II, chapitre II du code de l'environnement, la révision du zonage d'assainissement des eaux pluviales d'Argentré-du-Plessis (35) n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Article 3

Cette décision, exonérant la personne publique responsable de la production d'une évaluation environnementale, est délivrée au regard des informations produites par celle-ci. Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ces informations, postérieurement à la présente décision, font l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une évaluation environnementale ne dispense pas la personne publique responsable de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L. 110-1 du code de l'environnement, en particulier celui d'action préventive et de correction.

Article 4

La présente décision sera transmise à la personne publique responsable ainsi qu'au Préfet du département concerné. Elle sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Rennes, le 2 août 2019

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
de Bretagne,
sa présidente,



Aline BAGUET

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale Bretagne
DREAL / CoPrEv
Bâtiment l'Armorique
10 rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex

Le recours contentieux doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes cedex